

Sur la route des Balkans, la bombe migratoire

VENTS D'EST SUR L'UNION 313 A l'approche du Conseil européen des 28 et 29 juin, « Le Monde » revient sur l'évolution de l'ex-bloc communiste, aujourd'hui fer de lance du populisme. La Hongrie, la Pologne et leurs voisins sont en première ligne face à la crise des réfugiés



VARSOVIE, BUDAPEST, PRAGUE, BRATISLAVA, BRUXELLES - envoyée spéciale

Il existe, au nord de Gdansk, sur la mer Baltique, un endroit idyllique : la presqu'île de Hel. Un banc de sable long d'une trentaine de kilomètres, avec des plages somptueuses de chaque côté. En ce week-end de juillet 2014, les familles polonaises y profitent de la mer et du soleil. Des enfants blonds à la peau dorée s'ébattent dans l'eau et jouent au cerf-volant sous les yeux attendris de leurs grands-parents, pendant que leurs parents débattent les victuailles du pique-nique préparé à la maison.

Pour le touriste ouest-européen présent sur la plage, ce spectacle a quelque chose d'inhabituel, un peu hors du temps. On ne comprend pas tout de suite pourquoi. Puis, en continuant à marcher et à regarder la répétition de ces images de bien-être dominical, on est frappé par le classicisme de ces familles traditionnelles, que l'on imagine difficilement recomposées ou homosexuelles, et surtout par l'absence totale de gens de couleur ou d'origines différentes. On se pince pour ne pas se croire dans un film des années 1950. Mais non, nous sommes bien en Pologne, Union européenne, au XXI^e siècle. Comme les habitants de plusieurs autres pays postcommunistes de l'ancien bloc soviétique, les 38 millions de Polonais ont rejoint le monde libre de l'économie de marché depuis vingt-cinq ans. A certains égards cependant, comme celui de la diversité, la

société est restée à l'écart des grandes évolutions européennes. C'est une disparité dont, en 2014, on est encore peu conscient, autant à l'Est qu'à l'Ouest. Sauf lorsqu'elle saute aux yeux, comme sur la presqu'île de Hel.

Quelques mois plus tard, au printemps 2015, cette disparité explose au visage des dirigeants de l'Union européenne. Loin de Hel, sur la rive sud de l'Europe, bordée par une autre mer, la Méditerranée, l'île italienne de Lampedusa accueille malgré elle une toute autre population, à un rythme qui s'accélère depuis un an. Chaque jour, des milliers de réfugiés arrivent de Syrie et d'Afrique, poussés sur des embarcations de fortune par la guerre, la misère et les trafiquants. Après avoir longtemps fait face seule, l'Italie, par la voix de son premier ministre de l'époque,

Matteo Renzi, en appelle à la solidarité de ses partenaires européens. Une réunion au sommet, le 26 juin à Bruxelles, débat de la répartition de 40 000 réfugiés au sein de l'UE, afin de soulager l'Italie et la Grèce. En avril, il avait été décidé que tout mécanisme de répartition se ferait sur la base du volontariat des Etats membres. « Donald Tusk veillait au principe du volontariat », souligne un participant à ces conseils. Ancien premier ministre polonais de centre droit, M. Tusk, le président du Conseil européen, sait qu'un système de répartition obligatoire passerait très mal dans son pays, où son parti est en mauvaise posture pour les élections d'octobre 2015.

LA TENSION AU SOMMET

Au Conseil du 26 juin, donc, le chef du gouver-

nement britannique, David Cameron, déclare d'office que M. Renzi a toute sa sympathie, mais que, non merci, la Grande-Bretagne n'est pas dans l'espace Schengen et a le droit, par son statut négocié, de ne pas participer à certaines actions communes. Et là, sur cette question de répartition des réfugiés, il ne se sent pas concerné. La Grande-Bretagne sort du jeu. « L'attitude de Cameron a eu un impact sur les autres », se souvient Pierre Sella, alors représentant permanent de la France auprès de l'UE. Les « autres » ? Les pays d'Europe centrale, dont certains se trouvent sur le chemin des réfugiés qui « montent », par la route des Balkans, vers les riches pays du Nord.

Grâce à l'accord de Schengen, l'Europe a largement aboli ses frontières intérieures depuis 1995. Et voici qu'elle découvre, vingt ans plus tard, qu'elle a aussi des frontières extérieures, et qu'elle n'a rien prévu pour les protéger. La petite Hongrie l'apprend à ses dépens, lorsque les réfugiés pénètrent sur son territoire par centaines de milliers. Son premier ministre, le conservateur Viktor Orban, fait élever une clôture de quatre mètres de hauteur le long de sa frontière avec la Serbie.

La situation s'aggrave pendant l'été 2015, à mesure qu'augmente le nombre de réfugiés – et celui des morts en mer. Le 25 août, l'Allemagne décide d'ouvrir ses portes aux Syriens. « Un devoir national », proclame la chancelière Angela Merkel. « On y arrivera », promet-elle. Le 22 septembre, les ministres de l'intérieur de l'UE sont convoqués à une réunion extraordinaire, pour préparer un sommet tout aussi extraordinaire des chefs

d'Etat et de gouvernement de l'Union, prévu le lendemain. A Bruxelles, l'atmosphère est très tendue. Angela Merkel est sous pression maximale : fin 2015, son pays aura accueilli près de 900 000 demandeurs d'asile. Dès le 13 septembre, il a fallu replacer des contrôles à la frontière avec l'Autriche et suspendre les trains. Malgré l'élan de générosité de ses compatriotes au début, elle sait qu'elle a pris un énorme risque politique. Le débat reprend sur les quotas de réfugiés à répartir au sein de l'UE. « Il fallait en répartir 120 000 », raconte Pierre Sella. La négociation était sur-réaliste : « Tu ne peux pas m'en prendre 150 de plus ? » Mais là, on sentait bien qu'on touchait

à quelque chose de spécial, ce n'était plus des marchandages sur des prix agricoles. »

Contrairement à ce qui a été agréé en avril, la Commission met sur la table une proposition de répartition par quotas obligatoires, avec des chiffres précis par pays. Le ton monte. Son président, Jean-Claude Juncker, est accusé de « parjure ». Beaucoup d'intervenants l'ont compris : c'est son directeur de cabinet, Martin Selmayr, redoutable rouleau compresseur allemand, qui est à la manœuvre. Il n'est pas en première ligne dans la négociation, mais c'est lui qui a conçu l'architecture d'ensemble du dispositif, et il pousse dans le sens de la position de Berlin,

c'est-à-dire des quotas obligatoires.

L'ÉCHEC DES QUOTAS

Autre sujet de conflit : selon quel mode de décision les Etats membres vont-ils s'exprimer sur ces quotas ? A la majorité qualifiée ou par consensus, autrement dit à l'unanimité ? Les pays d'Europe centrale, conscients d'être minoritaires, ne veulent surtout pas d'un vote à la majorité qualifiée. Les diplomates, comme Pierre Sella, pensent qu'il faut travailler pour parvenir à un consensus : « Contraindre à s'ouvrir un pays qui ne le veut pas, c'est difficile, explique-t-il aujourd'hui. La majorité qualifiée dans ces situations, c'est de la dynamite. »

Le Luxembourg, qui occupe la présidence tournante, fait tout pour éviter un vote. Mais Angela Merkel est dans l'urgence, souligne un autre participant, et la pression de Berlin devient trop forte. « Il faut voter, il faut voter ! », presse la chancelière, appuyée par son efficace bras droit, Peter Altmaier. Elle appelle le premier ministre luxembourgeois, demande à Martin Schulz, le président du Parlement européen, de convoquer une session extraordinaire. Derrière eux, la Commission pèse de tout son poids. La France, alignée sur Berlin, garde le silence. Les pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) se braquent, protestent. Le Hongrois Viktor Orban tonne.

« Proposez donc des solutions, ne vous contentez pas de protester ! », leur intime la Commission. « J'ai supplié Selmayr de nous donner vingt-quatre heures, affirme un ancien ministre de l'Est. Il a refusé. » Finalement, le vote a lieu. Quatre pays votent contre : la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque et la Roumanie. L'honneur de la chancelière et celui de Bruxelles sont saufs, en apparence : les dirigeants de l'UE font croire que ces deux jours de fièvre au sommet ont abouti à une solution in extremis. Rien n'est plus faux.

Le gouvernement polonais de l'époque, lui, a accepté le principe d'accueillir quelque 7000 réfugiés. En pleine campagne électorale, Jaroslaw Kaczynski, le chef du parti nationaliste d'opposition Droit et justice (PiS), en fait son angle d'attaque privilégié. Selon lui, les réfugiés sont porteurs de « parasites et de maladies », et finiront par imposer leur mode de vie « de manière agressive et brutale », « comme en Suède et en France ». « Les gens avaient sincèrement peur, témoigne le député Rafal Trzaskowski, du parti Plate-forme civique (PO), alors ministre des affaires européennes. Même dans ma famille politique, beaucoup étaient contre. Nous n'étions pas préparés à un débat sur l'immigration : c'est le genre de sujet qui prend des années à mûrir, y compris dans l'électorat éduqué. » Aux yeux de l'opinion publique, l'Europe, au lieu de régler les problèmes, devient celle qui en crée. Le 25 octobre 2015, le PiS remporte les élections polonaises. « On aurait probablement perdu quand même, admet Rafal Trzaskowski. Mais l'affaire des réfugiés nous a coûté 4 à 5 points. » Des points qui donnent au PiS la majorité absolue.

Finalement, les quotas seront un échec total. Ont-ils seulement sauvé Angela Merkel ? Au vu du résultat des élections allemandes de 2017 et de la crise politique qu'elle affronte aujourd'hui, il est permis d'en douter. Trois ans plus tard, le bilan est unanime en Europe centrale, y compris dans l'opposition : les quotas, qualifiés ici ou là de « pire décision jamais prise » par l'Union, de « tournant dramatique » ou d'« erreur majeure », resteront le moment historique qui a révélé une fracture profonde, fondamentale, entre les dirigeants encore tenus par un discours humaniste et ceux qui ne craignent plus de dire qu'ils refusent d'adopter un modèle de société multiethnique. Le moment où l'idée même de solidarité entre Etats membres s'est brisée, non plus sur des obligations économiques, mais sur des valeurs.

« L'UE a agi contre la volonté du peuple et rien n'en est sorti, fulmine un responsable de l'UE d'origine polonaise, sauf pour Orban et Kaczynski. A Berlin et à Stockholm, on n'a toujours pas compris le mal que cela a fait. » Outre une xénophobie qu'on tente d'expliquer par l'enfermement des sociétés derrière le rideau de fer, le conflit a fait éclater la revendication de

souveraineté nationale des ex-pays communistes, qui n'ont pas supporté le caractère « obligatoire » d'une décision affectant, à leurs yeux, leur propre identité.

NATIONALISME DÉCOMPLEXÉ EN HONGRIE

Le 16 juin 2018, Viktor Orban prononce un discours pour le premier anniversaire de la mort de l'ex-chancelier allemand Helmut Kohl. Il y révèle qu'il vient de parler à Donald Trump par téléphone et qu'ils ont discuté de la différence entre « un magnifique mur » et « une magnifique clôture ». Puis, poursuivant son propos, le premier ministre hongrois passe au sujet sur lequel il a axé sa campagne pour les élections d'avril, que son parti a triomphalement remportées : l'immigration. « Peut-il y avoir un compromis dans le débat sur les migrants ? demande-t-il. Non – et il n'en est nul besoin. Il y a des questions sur lesquelles il n'y aura jamais d'accord. L'immigration est l'une d'elles. A notre connaissance, aucun document ne dispose que, pour rejoindre l'UE, il faut être un pays d'immigration. C'est pour cela qu'il existe des pays d'immigration au sein de l'UE, où les migrants sont les bienvenus, où les gens veulent se mêler à eux, et où ils veulent les intégrer. Et il y a des pays qui ne veulent pas de migrants, qui ne veulent pas se mêler à eux, et où leur intégration est donc hors de question. Dans ce type de situation, ce n'est pas de compromis qu'on a besoin, mais de tolérance. Nous tolérons que certains pays de l'espace Schen-

« IL FALLAIT RÉPARTIR 120 000 RÉFUGIÉS. LA NÉGOCIATION ÉTAIT SURRÉALISTE: "TU NE PEUX PAS M'EN PRENDRE 150 DE PLUS ?" »

PIERRE SELLAL

ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne

gen admettent des migrants. Parallèlement, ils devraient tolérer le fait que nous, nous n'en voulons pas. Ils ne doivent pas nous faire la leçon ni du chantage. Ils doivent nous manifester le respect dû aux Etats membres. Et alors, il y aura la paix sur le mont des Oliviers. »

Ce jour-là, M. Orban ne précise pas ce qu'il entend par « migrants », lui dont le pays a été, et reste, un pays d'émigration. Mais dans le discours des dirigeants d'Europe centrale, ce sont bien les musulmans qui sont visés, d'autant plus que la « crise des réfugiés » s'est transformée en « crise migratoire ». « Nous ne voulons pas ces migrants, nous voulons des migrants d'Ukraine ! », nous explique en toute franchise le premier ministre tchèque, Andrej Babis, en décembre 2017.

C'est la première fois que le défi est aussi clairement posé : deux conceptions aussi radicalement opposées de la civilisation européenne peuvent-elles coexister au sein de l'Union, même au nom de la « tolérance » ? Si le premier ministre hongrois peut se permettre de le formuler avec une telle limpidité, c'est parce qu'il parle que de nouveaux dirigeants en Europe sont prêts à aller encore plus loin que lui : le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, le chef de la Ligue italienne d'extrême droite, Matteo Salvini, vice-premier ministre

et ministre de l'intérieur, et Markus Söder, ministre-président de Bavière, qui défie la chancelière allemande. Sans parler de l'oncle d'Amérique, Donald Trump. En ce début d'été 2018, Viktor Orban triomphe discrètement.

Dans le bureau qu'il occupe depuis peu au bord du Danube à Budapest, non loin de celui de M. Orban, à quelques pas de l'imposant Parlement hongrois, Gergely Gulyas, ministre et porte-parole du gouvernement, plaide lui aussi pour la « tolérance » de la part des « élites européennes ». « L'Histoire diffère selon les pays en Europe, risque-t-il diplomatiquement. Elle a abouti à des modèles de société différents. On ne voit avec les problèmes d'intégration des banlieues de Paris : une ancienne puissance coloniale a un rapport à l'immigration différent du nôtre. »

A 36 ans, sérieux et précis derrière ses sages lunettes, Gergely Gulyas est une étoile montante de la galaxie Orban. Vice-président du Fidesz, le parti conservateur du premier ministre, il représente la jeune génération qui prend la relève de celle de l'immédiat postcommunisme. Une génération au nationalisme décomplexé. « L'identité européenne n'existe pas en soi, dit-il. Elle ne va de pair qu'avec l'identité nationale propre. » Il insiste : « Chaque nation a le droit de décider avec qui elle veut vivre. » Mais, objecte-t-on, avec sa démographie déclinante, la Hongrie n'a-t-elle pas besoin de sang neuf ? « Si une société est capable de se reproduire, elle peut conserver son homogénéité », répond-il, évoquant la politique nataliste de son gouvernement. Et puis, poursuit-il, des débats électoraux qui portent sur la formation des imams, comme cela fut le cas en Allemagne en 2017, « je préfère que cela n'existe pas dans mon pays ».

Quant aux relents d'antisémitisme qui ont marqué la campagne de son parti contre le milliardaire américain George Soros, juif d'origine hongroise, il réfute l'accusation : « La communauté juive de France serait ravie de vivre dans d'aussi bonnes conditions que les juifs de Hongrie », rétorque-t-il.

Ces attaques, qui ont poussé la Fondation Soros à quitter ce pays où elle a joué un rôle crucial dans la transition démocratique, présentaient – à tort – George Soros comme le porte-drapeau de l'immigration. M. Gulyas les justifie, au moment où le Parlement vote une législation, baptisée « Stop Soros », criminalisant l'aide aux réfugiés. D'après lui, le milliardaire a eu un rôle positif à la fin du régime communiste ; mais ces dernières années, il a interféré dans la vie politique hongroise. « En soutenant l'immigration, il ne respectait plus notre souveraineté nationale. » Et cette souveraineté, ajoute son ami Maté Kocsis, c'est parce qu'ils en ont été si souvent privés dans leur histoire que les Hongrois y tiennent tant aujourd'hui.

« RAS LE BOL »
Maté Kocsis et Gergely Gulyas ont fréquenté le même lycée à Budapest. Nouveau chef du groupe Fidesz au Parlement, M. Kocsis, 37 ans, fait aussi partie de la nouvelle vague. Plus jovial que le ministre Gulyas, il cherche à convaincre, au-delà de la ligne du parti. « Ne pas nous considérer comme des démocrates, c'est une insulte grave, prévient-il. Nous, la droite hongroise, on a dû apprendre à encaisser les accusations les plus insupportables avec le sourire. Et d'ailleurs, depuis ma jeunesse, j'observe que ce sont toujours les gouvernements de droite qui sont ostracisés. » Or ce sont ces mouvements de droite, fait-il valoir, qui ont su renouer avec l'histoire tourmentée de cette région et « défendre l'Europe » : après tout, « si on n'avait pas arrêté les Turcs [au XVI^e siècle],

ils seraient peut-être allés jusqu'à Paris».

Cette Europe que les Hongrois d'Orban veulent sauver, elle est chrétienne, bien sûr. C'est pour cela qu'ils rejettent le débat entre démocratie «libérale» et «illibérale»: «Personne ici ne remet en question les valeurs libérales du XIX^e siècle, poursuit Gergely Gulyas. Mais les partis libéraux du XXI^e siècle posent de nouvelles exigences: migration, nouvelles formes de mariage, interrogations sur la notion de nation. Nous, défenseurs de la démocratie chrétienne, nous sommes opposés à cela.»

Maté Kocsis et Gergely Gulyas sont la version polie du nationalisme hongrois, contrairement à l'historienne Maria Schmidt, la directrice de la Maison de la terreur, musée de Budapest qui présente la lecture officielle de la répression nazie et communiste. Maria Schmidt, elle, ne s'embarrasse pas de circon-

locutions. Elle nous explique que l'Europe de l'Ouest, ne pouvant plus coloniser l'Afrique, veut «coloniser l'Europe centrale», et qu'elle en a «ras le bol» des leçons des élites occidentales et «des éditorialistes du Monde». De même que les Européens, se félicite-t-elle, en ont «ras le bol» de «ces dirigeants de droite et de gauche qui ont balayé tout ce qui méritait que l'on meure pour l'Europe: les valeurs chrétiennes, la fierté, la culture, l'Histoire».

On aurait tort, cependant, de croire que seuls les extrémistes et les ultranationalistes se sentent incompris en Europe centrale. Jeune ministre tchèque de la justice, Robert Pelikan est un modéré, qui a orné son bureau d'un portrait de Vaclav Havel. Il demande aux Européens de l'Ouest de comprendre que les transformations de l'après-guerre et les révoltes de 1968 ont permis à leurs sociétés

d'évoluer dans un sens plus humaniste. Les élites qui, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, ont pris le pouvoir après la chute du communisme étaient acquises à cet humanisme; mais lorsque l'application en est devenue inconfortable, comme dans la crise des réfugiés, «on s'est aperçu que la population ne l'avait jamais vraiment adopté».

Pourquoi, s'interroge encore le chercheur polonais Jakub Wisniewski, ancien haut fonctionnaire écarté par le PiS, «cette région, qui jouit d'un climat économique favorable, a-t-elle choisi de repartir en arrière? Par lassitude de faire la course avec l'Ouest. On ne veut plus être à genoux, on a envie de se relever, de retrouver notre dignité, nos lois». Oui, il était illusoire de penser, dans l'euphorie de 1989, que la trajectoire serait linéaire. A l'Est comme à l'Ouest. ■

SYLVIE KAUFFMANN